

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1913.

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1913 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le projet de budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour 1913 comporte des crédits s'élevant à 99,172,750 francs.

Si, pour l'exercice 1912, les crédits demandés se sont élevés à fr. 122,533,708.64, il est à remarquer que l'année 1913 ne se terminera pas sans qu'un second projet de budget extraordinaire soit déposé.

Le Gouvernement l'annonce dans la *Note préliminaire* et il indique qu'aucun crédit se rapportant à un objet nouveau n'a été demandé pour 1913, afin de faciliter l'examen et la discussion rapides du projet, récemment déposé, de budget extraordinaire.

Le montant total des crédits sollicités est, du reste, plus élevé que celui d'autres exercices. C'est ainsi qu'en 1900 le montant des crédits extraordinaires ne s'est élevé qu'à fr. 92,973,608.02.

Le projet qui nous est soumis détient un record, celui de la date tardive du dépôt.

Depuis 1900, le projet de budget des Recettes et Dépenses extraordinaires n'a été déposé que trois fois en juillet, le 12 juillet en 1901, le 7 juillet en 1903 et, enfin, le 18 juillet en 1913.

Toutefois, le Gouvernement explique le retard inusité dans le dépôt du projet par l'obligation où il s'est trouvé d'attendre le vote de la loi militaire pour inscrire au budget extraordinaire un ensemble important de dépenses militaires de premier établissement.

De plus, l'engagement formel est pris par le Gouvernement de déposer

(1) Budget, n° 329, XVII.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BÔVAL, BRIFAUT, PASTUR, VERHAEGEN, LE PAIGE, POLET.

dorénavant le projet de budget des Recettes et Dépenses extraordinaires avant le commencement de l'année à laquelle il se rapporte.

A plusieurs reprises, la Section centrale, frappée de l'époque tardive du dépôt du projet de budget et de l'impossibilité pour la Chambre de se livrer à un examen sérieux de ce projet, avait prié le Gouvernement d'en hâter le dépôt et de l'effectuer avant le 1^{er} février. Elle obtient enfin une satisfaction plus complète qu'elle ne l'avait demandée. Aussi est-elle convaincue que la résolution prise sera très bien accueillie et croit-elle pouvoir se faire l'interprète de la Chambre pour en féliciter le Gouvernement.

Une autre réforme, le relevé des travaux en cours, avec l'état d'avancement et l'époque probable d'achèvement, — réforme dont le Gouvernement déclarait en 1906 ne pas voir la possibilité, — est aujourd'hui pleinement réalisée et mérite aux ministres de l'Agriculture et des Travaux publics et des Chemins de fer les remerciements de tous ceux qui s'intéressent à la marche des travaux effectués, tant aux routes et aux bâtiments civils qu'en matière hydraulique et qu'aux chemins de fer, notamment à la jonction Nord-Midi à Bruxelles.

Le tableau relatif à ce dernier travail recule de deux ans l'époque prévue pour l'achèvement des travaux. Précédemment espérée pour 1915, elle n'est plus attendue qu'en 1917. Encore la réserve suivante y est-elle jointe : « sauf nouvelles entraves à résulter, notamment, de la poursuite des instances en expropriation judiciaire des terrains ».

Le budget extraordinaire dans les sections.

Déposé le 18 juillet, le projet de budget a été examiné par les sections le 23 juillet et soumis à la Section centrale le 30 juillet.

Le projet a été adopté dans toutes les sections. Les votes se sont répartis ainsi qu'il suit : 47 oui, 14 non et 10 abstentions.

Les questions soulevées ont été l'objet, comme les sections le demandaient, d'une étude sérieuse au sein de la Section centrale. On en trouvera le résumé au cours de ce rapport.

Examen en Section centrale.

La *Note préliminaire* contient, comme d'habitude, des indications de haut intérêt au sujet des dépenses extraordinaires de 1895 à 1912, des dépenses exceptionnelles effectuées pendant la même période à charge du budget ordinaire, des amortissements réalisés de 1895 à 1912, de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que du mouvement maritime.

L'examen de cet exposé permettrait à la Section centrale de faire ressortir une fois de plus, en se basant sur des chiffres indiscutables, l'excellence de la situation financière de la Belgique à la fin de l'année 1912.

Mais une autre Section centrale de 1913, celle chargée de l'examen du budget de la Dette publique, a déjà fait cette démonstration d'une façon détaillée, lumineuse et décisive.

Nous n'y reviendrons donc pas. Tout homme de bonne foi, qui étudie à la lumière des chiffres la situation vraie du pays, arrive sans peine à conclure que la prospérité matérielle se développe concurremment avec les développements donnés à notre outillage économique.

Un chiffre, un seul, suffit, au surplus, à montrer combien sont vaines les affirmations qui représentent le crédit de la Belgique comme ébranlé. De 1899 à 1912, c'est-à-dire en quatorze ans, il a été amorti 220,617,000 francs, soit, en moyenne, par an, 15,764,550 francs.

Or, voici que pour l'année 1913 l'amortissement projeté sera de 20,379,556 francs, chiffre notablement supérieur à celui des exercices précédents.

*
* * *

Les questions qui vont suivre, soulevées, les unes dans les sections, les autres en Section centrale, ont particulièrement fixé l'attention des membres de celle-ci.

HÔTEL DE LA LÉGATION DE BELGIQUE A BERLIN.

Un seul objet nouveau figure au projet de budget extraordinaire : l'achat et l'appropriation d'un hôtel destiné à la légation de Belgique à Berlin.

La Section centrale ne peut qu'approuver l'acquisition projetée, très avantageuse au point de vue du prix et qui procurera au ministre de Belgique à Berlin une résidence stable et des bureaux suffisants pour la chancellerie.

Question.

L'acquisition projetée permet-elle d'espérer la réduction des dépenses annuelles que comporte l'entretien de la légation de Belgique à Berlin ?

Réponse.

Jusqu'à présent, le Gouvernement n'est jamais intervenu dans les frais d'entretien de la Légation de Belgique à Berlin. Les Ministres du Roi qui se sont succédé en cette ville ont toujours eu à subvenir, au moyen de leur traitement, aux charges inhérentes à l'occupation de l'immeuble qu'ils avaient loué.

D'autre part, il serait impossible de déterminer, même approximativement, qu'elle sera annuellement la dépense qui résultera, pour le Budget du Département des Affaires Etrangères, de l'entretien de l'immeuble en question. Il est toutefois à présumer que ce dernier ayant été, suivant le rapport des experts, construit dans les meilleures conditions et se trouvant dans un état parfait de conservation, la charge qu'entraînera son entretien sera relativement peu importante.

Il convient de remarquer au surplus, que le Ministre du Roi à Berlin, occupant un immeuble appartenant à l'État et n'ayant par conséquent plus à supporter des frais de loyer pour la Légation et la Chancellerie, subira désormais une retenue sur son traitement.

MONT DES ARTS.

1^{re} Question.

Le crédit demandé est de 308,000 francs.

La Section centrale désire savoir quelle partie de ce crédit est destinée à solder les dépenses relatives à la dernière expropriation et quelle partie est destinée à pourvoir aux dépenses à résulter de l'exécution d'une partie des travaux? De quels travaux s'agit-il?

Réponse.

La partie du crédit demandé, destinée à solder les dépenses relatives à la dernière expropriation, s'élève, frais compris, à 108,000 francs.

Le surplus, soit 200,000 francs, est destiné à la liquidation de l'indemnité due aux héritiers de l'architecte Acker, auteur de l'avant-projet.

2^e Question.

L'étude des travaux à effectuer aux musées est-elle dirigée de façon à permettre de rendre au commerce et à l'animation le vaste espace ovale compris entre la Montagne de la Cour et la rue Coudenberg et provisoirement transformé en jardin public?

Il serait aisé, si pareille solution prévalait, de ménager, au-dessus des maisons de commerce qui borderaient les parties inférieures de la Montagne de la Cour et de la rue Coudenberg, un superbe point de vue sur l'Hôtel de ville et la partie inférieure de la cité.

Réponse.

Le projet dressé par feu Acker prévoit l'établissement de constructions peu élevées, avec boutiques au rez-de-chaussée, du côté de la rue Coudenberg. Ces constructions permettraient de ménager le point de vue sur l'Hôtel de ville et la partie inférieure de la cité.

M. l'architecte Caluwaers est chargé de la rédaction du projet définitif. Le Gouvernement attend le résultat de ses études.

HÔTEL DU MINISTÈRE DES COLONIES.

Un crédit de 55,000 francs est demandé en vue de solder les études d'un projet réalisant les conditions voulues.

La Section centrale estime, comme l'a fait la Section centrale chargée, en 1912, de l'examen du budget extraordinaire, que l'emplacement provisoirement choisi rue de Namur, le long d'une artère très commerçante, ne convient guère.

Comme sa devancière, elle exprime le vœu que la construction de l'hôtel

projeté donne lieu à une dépense notablement moins élevée que celle indiquée en 1912. L'économie demandée sera sûrement réalisée si le nombre des bureaux projetés est réduit et mis en rapport avec le désir, fréquemment exprimé au Parlement, de voir amener au strict minimum, dans la métropole, le personnel administratif de la Colonie.

BÂTIMENTS MILITAIRES.

La Section centrale se félicite de voir la construction des bâtiments militaires confiée désormais au service des bâtiments civils.

Les casernes, écoles et autres bâtiments militaires doivent être de style simple, pourvus, à l'intérieur, de toutes les installations hygiéniques désirables. Ce principe, couramment appliqué en Allemagne, notamment, a été trop souvent perdu de vue par l'administration militaire belge. Pour s'en rendre compte, il suffit d'évoquer le souvenir de trois constructions récentes.

L'École militaire, située avenue de la Renaissance, à Bruxelles, destinée à loger un personnel total de 770 hommes, 13 ménages et 100 chevaux, a coûté, terrain non compris, fr. 10,244,523.53.

La caserne Prince Albert, située rue des Petits-Carmes, à Bruxelles, destinée à loger 1,500 hommes, a coûté, terrain non compris, fr. 3,449,062.09.

La caserne Léopold, située boulevard de la Citadelle, à Gand, destinée à loger 1,500 hommes, a coûté, terrain non compris, fr. 3,031,047.46.

Il serait aisé de signaler d'autres exemples.

Pareilles exagérations de dépenses doivent absolument prendre fin au moment où, les effectifs militaires ayant été doublés, de nouveaux bâtiments militaires vont être construits en grand nombre. L'intervention du service des bâtiments civils y veillera, on peut l'espérer.

CANAL DE SELZAETE A LA MER DU NORD.

La Section centrale chargée de l'examen du projet de budget des Dépenses et Recettes extraordinaires de 1910 signalait au ministre des Travaux publics l'état inquiétant du niveau des eaux en aval de l'écluse des Isabelles, située en territoire hollandais, au nord de l'arrondissement d'Eecloo et destinée, en vertu des traités avec la Hollande, à assurer l'écoulement vers le Brakman des eaux d'environ 10,000 hectares d'excellentes terres belges. Elle priait le ministre de lui faire connaître quand des mesures définitives et efficaces seraient prises par nos voisins en vue de la sauvegarde des intérêts belges. La réponse du ministre fut la suivante :

« Le 18 décembre dernier, j'ai insisté à nouveau auprès de mon collègue des Affaires étrangères pour que la Commission internationale chargée de préparer la revision de la convention du 20 mai 1843 hâte ses travaux.

» A la suite d'une démarche faite par notre ministre à La Haye, le Gouvernement néerlandais a déclaré que l'examen de la question de l'ensablement du Brakman serait accéléré autant que possible.

» Des correspondances échangées entre les fonctionnaires néerlandais et belges au sujet de l'avancement des travaux sur le terrain, il résulte que la commission se réunira très prochainement. »

Plus de trois années se sont écoulées et aucun travail n'a été entrepris par le Gouvernement pour conjurer le grave danger d'inondation qui menace les terres belges.

Répondant, le 15 juillet dernier, à une question de M. Verhaegen, M. le ministre de l'Agriculture et des Travaux publics a déclaré à nouveau que « les études suivent leur cours normal et que des pourparlers sont engagés avec le Gouvernement des Pays-Bas ».

La Section centrale constate avec peine que les études n'ont pas encore abouti. La question à résoudre n'est cependant pas bien compliquée. Les wateringues belges des Isabelles et de l'Écluse noire ont pour tâche de concentrer les eaux de quelque 10,000 hectares de terres cultivables dans un fossé qui aboutit à l'écluse des Isabelles. Cette tâche est scrupuleusement remplie, et c'est tout ce que l'on peut demander aux wateringues. Les eaux belges qui se présentent aux écluses des Isabelles ne trouvent plus d'écoulement vers le Brakman que par intermittence, pour le motif fort simple que, les abords de ce bras de l'Escaut s'ensablant tous les jours davantage, le niveau des eaux s'élève à l'aval de l'écluse.

Ce niveau, d'après une déclaration écrite de l'éclusier, du 27 juillet 1913, est toujours d'au moins 56 centimètres d'eau, à marée basse, au-dessus du seuil de l'écluse. Si le seuil était dégagé comme jadis, les 10,000 hectares de terres belges se trouveraient asséchés de 56 centimètres d'eau qui, aujourd'hui, ne trouvent plus à s'écouler.

Et le mal va en s'aggravant tous les jours. Le 25 juillet, l'éclusier a compté 82 centimètres d'eau sur le seuil de l'écluse; le 26 juillet, 79 centimètres et, le 27 juillet, 74 centimètres.

Il faut donc que d'une étude prolongée pendant des années on passe à l'action.

AMENDEMENT.

En vue d'y aider, la Section centrale propose à la Chambre de manifester ses intentions par un texte précis qui pourrait être joint à l'article 15 du tableau :

ART. 15 DU TABLEAU.

Ajouter après les mots : « Canal de Selzaete à la mer du Nord. — Expropriations et travaux » :

« Écoulement des eaux des wateringues belges des Isabelles et de l'Écluse noire, par l'écluse des Isabelles, vers le Brakman ».

ART. 15 DER TABEL.

Na de woorden : « Vaart van Selzaete naar de Noordzee. — Onteigningen en werken », toe te voegen :

« Afvoeren van het water der Belgische Isabella-watering en der Zwarte Sluis, door de Isabella-sluis, naar den Brakman ».

Un nouveau budget des Recettes et Dépenses extraordinaires devant être présenté avant la fin de l'année, la Section centrale croit superflu de proposer la majoration du crédit porté à l'article 15. Elle espère que le Gouvernement, mis au courant du désir de la Chambre, fera lui-même les propositions nécessaires.

MURS DE QUAIS DE L'ESCAUT, A ANVERS.

Question.

Les journaux ont annoncé récemment qu'un des murs de quai de l'Escaut, à Anvers, se serait affaissé en un point.

Le fait est-il exact ?

A quoi faut-il attribuer les affaissements qui se sont produits successivement aux murs de quai de notre grand port national ?

La nature des terrains sur lesquels les murs de quai ont été construits n'était-elle pas connue d'avance ?

Réponse.

Au mois de juillet dernier, un mouvement peu important s'est produit dans le mur du quai d'Herbouville.

Il est difficile de déterminer les causes de ce mouvement. Celui-ci peut résulter soit du glissement de deux couches d'argile l'une sur l'autre, soit du glissement du mur sur sa base imprégnée d'eau.

Le mur de quai est fondé sur de l'argile dont la présence était parfaitement connue.

Une soumission vient d'être approuvée pour le placement, devant le mur de quai en question, de caissons de butée.

PORT DE PÊCHE DE LA PANNE.

Question.

En même temps que le budget extraordinaire de 1912, le Parlement a approuvé la convention conclue par le Gouvernement avec la commune de La Panne en vue de l'expropriation par zone des terrains nécessaires à la construction d'un port de pêche à la côte, ainsi qu'à la création d'un nouveau quartier et d'une réserve des dunes.

M. le ministre de l'Agriculture et des Travaux publics pourrait-il faire connaître à la Section centrale où en sont les acquisitions des terrains nécessaires ? Quand prévoit-il que les travaux de construction du port de pêche pourront être commencés ?

N'estime-t-il pas, conformément aux prévisions formulées par le Gouvernement en 1910, lors du dépôt du projet de budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires, qu'il serait utile de charger une société — à laquelle l'État et, éventuellement, la province et la commune pourraient s'intéresser — de l'exécution des travaux et de l'exploitation, au moyen du futur port, de la pêche maritime ?

Réponse.

La majeure partie des terrains nécessaires doit être expropriée judiciairement, faute d'entente avec certains propriétaires.

Il n'est donc pas possible de prévoir quand les travaux pourront être commencés. Le projet de ces travaux sera soumis à bref délai au département.

Sur le troisième point, je ne puis que me référer à la note justificative qui a été produite à l'appui des amendements présentés par le Gouvernement au Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1911. (Document de la Chambre, n° 253, séance du 19 juillet 1911.)

Cette note indique le motif pour lequel le Gouvernement proposait de renoncer à la combinaison envisagée en 1910 pour la construction, par voie de concession, du port de pêche de La Panne.

Il va de soi que le Gouvernement examinerait volontiers toute proposition qui lui serait faite en vue de la construction et de l'exploitation de ce port par une société.

DOUBLE VOIE DE CHEMIN DE FER ENTRE HÉRENTHALS ET TURNHOUT.

L'article 20 du tableau relatif aux chemins de fer comprend notamment, en *D*, l'établissement de doubles voies.

Si l'établissement d'une double voie est justifié et urgent, c'est, en tout premier lieu, d'Hérenthals à Turnhout.

La voie a été doublée, il y a déjà longtemps, entre Anvers et Hérenthals. Les terrains ont été acquis en vue de doubler la voie d'Hérenthals à Turnhout et de mettre en relations plus fréquentes la métropole commerciale et la ville de Turnhout, centre industriel important qui ne demande qu'à se développer. D'autre part, l'utilisation rationnelle de l'immense gare de Weelde-Merxplas, récemment construite à la frontière hollandaise, réclame l'établissement de la double voie entre Hérenthals et Turnhout.

Ce travail, demandé à la Chambre depuis de longues années, avait été annoncé par le Gouvernement pour 1910.

Il ne se trouve pas encore compris, en 1913, dans l'énumération qui figure au paragraphe *D* de l'article 20 du tableau.

AMENDEMENT.

Aussi la Section centrale a-t-elle l'honneur de soumettre à la Chambre l'amendement suivant :

ART. 20 DU TABLEAU.

Ajouter à l'énumération du paragraphe *D*, à l'article 20 du tableau (note préliminaire), les mots : « *Hérenthals à Turnhout* ».

ART. 20 DER TABEL.

Aan den tekst van paragraaf *D* van artikel 20 der tabel (toelichtende nota) toe te voegen de woorden : « *Herenthals-Turnhout* ».

Nous ne proposons pas de majoration de crédit, parce que nous espérons que M. le ministre des Chemins de fer fera lui-même les propositions financières nécessaires lors du dépôt du projet du budget extraordinaire pour 1914.

BÂTIMENT DES RECETTES DU CHEMIN DE FER A HÉRENTHALS.

Question.

Quels sont les motifs qui retardent la construction du nouveau bâtiment des recettes projeté à la station d'Hérenthals ?

Réponse.

Un avant-projet de distribution des locaux a été approuvé, mais a soulevé des objections de la part des services intéressés, ce qui a amené le service d'exécution à proposer des modifications au projet primitif.

L'Administration des télégraphes a demandé quelques améliorations de détails à ce nouvel avant-projet. Les études relatives à la proposition d'exécution vont pouvoir suivre leur cours.

CHEMIN DE FER DE GAND A ANVERS PAR SAINT-NICOLAS.

Question.

M. le Ministre des Chemins de fer a-t-il l'intention de compléter la mise à double voie du chemin de fer de Gand à Anvers par Saint-Nicolas ? Vers quelle époque estime-t-il que ce travail pourra être mis à exécution ?

Réponse.

La mise à double voie de la partie de la ligne du pays de Waes, d'Anvers à Saint-Nicolas, est décidée.

Les acquisitions de terrains sont prévues pour 1914.

Il entre bien dans les intentions de l'Administration des chemins de fer de mettre également à double voie la partie de ligne d'Oostacker (Gand) à Lokeren, mais il n'est pas possible de prévoir vers quelle époque cette mise à double voie sera réalisée, cette ligne étant primée, sous le rapport de l'intensité du trafic et des nécessités du service, par un certain nombre d'autres lignes.

CHEMINS DE FER. — TRAVAUX.

La Section centrale exprime le vœu que les gares de Gembloux, d'Auvé-lais, de Glons et de Liers soient comprises parmi celles dont l'aménagement sera améliorée incessamment.

CAMPS D'INSTRUCTION.

Le Gouvernement demande un crédit de 9 millions de francs, à l'article 42 du tableau, en vue de la construction de bâtiments militaires et de la création d'un camp d'instruction.

Question.

Les journaux ayant annoncé qu'il serait dans les intentions du Gouvernement d'établir un nouveau camp d'instruction à Hoogstraeten, la Section centrale prie M. le ministre de la Guerre de lui faire connaître, pour autant que l'état des négociations entamées le permette, où il compte créer le camp d'instruction en vue duquel un crédit est sollicité. La Section centrale préférerait que le nouveau camp fût établi au sud de la Belgique.

Réponse.

Il ne m'est pas encore possible de préciser où le second camp pourra être placé.

J'ai examiné et fait examiner sur place la possibilité de l'établir au sud de la Belgique; jusqu'à présent l'idée ne me paraît pas réalisable.

*
* *

Le projet de budget de Recettes et Dépenses extraordinaires et le rapport sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,
VERHAEGEN.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

(^)

(N° 344)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1913.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1913. ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

In het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor 1913 zijn kredieten uitgetrokken ten bedrage van 99,472,750 frank.

Bedroegen de kredieten, voor 1912 aangevraagd, fr. 122,533,708.64, dan dient te worden opgemerkt dat vóór het einde van 1913 een nieuw ontwerp van Buitengewone Begrooting zal worden ingediend.

De Regering kondigt zulks aan in de *Voorafgaande Toelichting* en doet opmerken dat geen enkel krediet betreffende een nieuwe uitgave voor 1913 werd aangevraagd, opdat het onderzoek en de behandeling van het onlangs ingediend ontwerp van Buitengewone Begrooting spoedig kunnen geschieden.

Overigens is het geheel bedrag der aangevraagde kredieten hooger dan dat van andere dienstjaren. Zóó bedroegen, in 1900, de buitengewone kredieten slechts fr. 92,975,608.02.

(1) Begrooting, n° 329, XVII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, was samengesteld uit de heeren BÔVAL, BRIFAUT, PASTUR, VERHAEGEN, LE PAIGE, POLET.

Nooit werd een ontwerp zoo laattijdig ingediend als dit, waarmee wij ons thans bezighouden.

Sedert 1900 werd het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven slechts driemaal in Juli ingediend : den 12ⁿ Juli in 1901, den 7ⁿ Juli in 1903 en, eindelijk, den 18ⁿ Juli in 1913.

Evenwel verklaart de Regeering het ongewoon laattijdig indienen van het ontwerp door de verplichting, waarin zij zich bevond, de aanneming der legerwet af te wachten om op de Buitengewone Begrooting een belangrijk bedrag van militaire uitgaven voor eerste inrichting te kunnen brengen.

Daarenboven verbindt de Regeering zich uitdrukkelijk om het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voortaan in te dienen vóór het begin van het jaar welk zij betreft.

Herhaaldelijk had de Middenafdeeling, getroffen door het laattijdig indienen van dat ontwerp van begrooting en door de onmogelijkheid voor de Kamer om het ernstig te onderzoeken, de Regeering verzocht, de overlegging daarvan te bespoedigen en het in te dienen vóór den 1ⁿ Februari. Eindelijk bekomt zij eene vollediger voldoening dan zij gevraagd had. Ook is zij ervan overtuigd, dat het genomen besluit zeer goed zal worden onthaald, en meent zij de tolk van de Kamer te zijn om de Regeering geluk te wenschen.

Eene andere hervorming, met name de opgave van de in uitvoering zijnde werken, met den staat van vordering en het mogelijk tijdstip der voltooiing, — hervorming welke de Regeering in 1906 niet mogelijk achtte, — is thans ten volle verwezenlijkt; ook verdienen uit dien hoofde de Minister van Landbouw en Openbare Werken, evenals de Minister van Spoorwegen den dank van al wie belang stelt in den gang der werken welke worden verricht zoowel aan de wegen en burgerlijke gebouwen als aan de water- en spoorwegen, inzonderheid de verbinding Noord-Zuid, te Brussel.

Volgens de tabel betreffende dit laatste werk wordt het tijdsverloop, voorzien voor de voltrekking der werken, verlengd met twee jaar. Vroeger verhoopt voor 1915, wordt het thans nog slechts verwacht voor 1917. En daarbij wordt dan nog het volgende voorbehoud gemaakt : « behoudens nieuwe belemmeringen, onder andere, wegens de ingestelde rechtsvordering tot rechterlijke onteigening der gronden ».

De Buitengewone Begrooting in de Afdeelingen.

Het ontwerp van Begrooting, ingediend den 18ⁿ Juli, werd door de Afdeelingen onderzocht en den 30ⁿ Juli aan de Middenafdeeling onderworpen.

Het ontwerp werd in al de Afdeelingen goedgekeurd. De stemmen werden uitgebracht als volgt : 47 ja, 11 neen en 10 onthoudingen.

De opgeworpen vraagstukken werden, zooals de Afdeelingen het verlangden, grondig onderzocht in de Middenafdeeling. Ze zijn samengevat in dit verslag.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De *Voorafgaande Toelichting* bevat, volgens gewoonte, aanwijzingen van het hoogste belang aangaande de buitengewone uitgaven van 1895 tot 1912, de uitzonderlijke uitgaven gedurende denzelfden tijd gedaan ten laste van de gewone begrooting, de aflossingen van 1895 tot 1912, de bedrijvigheid op nijverheids- en handelsgebied, alsook aangaande de scheepvaartbeweging.

Door het onderzoek van die aanwijzingen zou de Middenafdeeling eens te meer, op grond van onbetwistbare cijfers, kunnen doen uitkomen, hoe uitnemend de financieele toestand van België was op het einde van 1912.

Doch eene andere Middenafdeeling in 1913, die belast was met het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Schuld, bewees dat reeds op omstandige, klare en afdoende wijze.

Wij zullen er dus niet op terugkomen. Ieder man, die te goeder trouw, door de cijfers ingelicht, den wezenlijken toestand van het land bestudeert, komt gemakkelijk tot dit besluit, dat de stoffelijke voorspoed zich ontwikkelt te gelijk met de ontwikkeling van onze economische inrichting.

Een cijfer, een enkel, volstaat overigens om te bewijzen hoe ijdel de beweringen zijn, als zou het krediet van België geschokt zijn. Van 1899 tot 1912, dus op veertien jaar tijd, werden 220,617,000 frank gedelgd, of gemiddeld 15,761,550 frank per jaar.

Welnu, voor het jaar 1913 zal de ontworpen delging 20,379,556 frank bedragen en dus die van de vorige dienstjaren merklijk overschrijden.

*
* *

De hierna vermelde vraagstukken die opgeworpen werden, de eene in de Afdeelingen, de andere in de Middenafdeeling, hebben bijzonder de aandacht harer leden gaande gemaakt.

GEZANTSCHAPSHOTEL VAN BELGIË TE BERLIJN.

Slechts één nieuw voorwerp komt voor op de Buitengewone Begrooting : de aankoop en de geschiktmaking van een hotel voor het Belgisch gezantschap te Berlijn.

De Middenafdeeling kan enkel den ontworpen aankoop goedkeuren; deze is zeer voordeelig, wat den prijs betreft, en zal aan den Belgischen Minister te Berlijn een vast verblijf en voldoende lokalen voor de kanselarij aan de hand doen.

Vraag.

Laat de ontworpen aankoop toe, te hopen dat de jaarlijksche uitgaven voor het onderhoud van de Belgische legatie te Berlijn zullen vermindereu ?

Antwoord.

Tot nu toe droeg de Regeering nooit iets bij in de onderhoudskosten van het Belgisch Gezantschap te Berlijn. 's Konings Ministers, die elkander in deze stad opvolgden, moesten altijd, door middel hunner jaarwedde, voorzien in de lasten veroorzaakt door het bewonen van het gebouw dat zij gehuurd hadden.

Anderzijds ware het onmogelijk, zelfs bij benadering te bepalen welke jaarlijksche uitgave er voor de Begrooting van het Departement van Buitenlandsche Zaken zal voortspruiten uit het onderhoud van bedoeld gebouw.

Evenwel is het te vermoeden dat, dewijl dit laatste, volgens het verslag der deskundigen, in de beste voorwaarden werd gebouwd en zich in een volkomen staat van behoud bevindt, de last, door het onderhoud daarvan veroorzaakt, betrekkelijk gering zal zijn.

Daarenboven dient te worden opgemerkt dat, vermits 's Konings Minister te Berlijn een gebouw bewoont, toebehoorende aan den Staat, en bijgevolg geen huurkosten meer te betalen heeft voor het Gezantschap en de Kanselarij, eene som van zijne jaarwedde zal afgehouden worden.

KUNSTBERG.**1^o Vraag.**

Het aangevraagd krediet bedraagt 308,000 frank.

De Middenafdeeling verlangt te weten welk gedeelte van dit krediet moet dienen tot uitbetaling van de kosten der jongste onteigening en welk gedeelte is bestemd voor de bestrijding der kosten wegens de uitvoering van een deel der werken? Van welke werken is er hier sprake?

Antwoord.

Het gedeelte van het aangevraagd krediet, dat bestemd is voor het betalen der uitgaven betreffende de laatste onteigening, bedraagt, met inbegrip van de kosten, 108,000 frank.

Het overige — 200,000 frank — is bestemd voor de vereffening der vergoeding verschuldigd aan de erfgenamen van den bouwkundige Acker, die het voorontwerp had opgemaakt.

2^o Vraag.

Heeft de studie betreffende de werken, aan de museums te verrichten, plaats op zoodanige wijze dat men de uitgestrekte langronde plaats tusschen den Coudenberg en den Berg van 't Hof, voorloopig tot tuin ingericht, opnieuw kan beschikbaar stellen voor den handel en het verkeer?

Gaat dergelijke oplossing door, dan kan men gemakkelijk boven de handelshuizen langs de lagere gedeelten van den Berg van 't Hof en den Coudenberg een uitzicht op het Stadhuis en de benedenstad verschaffen.

Antwoord.

Het ontwerp, opgemaakt door wijlen Acker, voorziet het oprichten van weinig hoge gebouwen, met winkels op de benedenverdieping, langs den Coudenberg. Deze gebouwen zouden het zicht op het Stadhuis en op de benedenstad vrij laten.

De heer bouwkundige Caluwaers is belast met het opmaken van het definitief ontwerp. De Regeering wacht op den uitslag zijner studiën.

HOTEL VAN HET MINISTERIE VAN KOLONIËN.

Een krediet van 55,000 frank wordt aangevraagd tot het betalen van de studiën betreffende een ontwerp dat aan de gestelde vereischten voldoet.

De Middenafdeeling is van oordeel, evenals de Middenafdeeling, die de Buitengewone Begroting voor 1912 onderzocht, het was, dat de voorloopig bepaalde plaats in de Naamsche straat, in eene straat waar druk handel wordt gedreven, niet past.

Evenals hare voorgangster, uit zij den wensch dat het bouwen van het ontworpen hotel merkelyk minder zou kosten dan de in 1912 aangegeven som. De aangevraagde bezuiniging kan voorzeker geschieden, indien het getal ontworpen bureelen wordt verminderd naar den meermaals ter Kamer uitgedrukten wensch, dat in het Moederland het bestuurspersoneel der Kolonie zou worden bepaald tot het volstrekt noodige.

MILITAIRE GEBOUWEN.

De Middenafdeeling verheugt er zich over, dat voortaan de militaire gebouwen zullen opgericht worden onder de leiding van den dienst der burgerlijke gebouwen.

Kazernen, scholen en andere militaire gebouwen moeten in eenvoudigen stijl worden opgevat en voorzien zijn van alle voor de gezondheid wensche-lijke inrichtingen. Dit beginsel wordt, onder andere, in Duitschland geregeld toegepast, doch door het Belgisch legerwezen werd het al te vaak over het hoofd gezien. Om dit te bewijzen, kan het volstaan te herinneren aan drie onlangs opgetrokken gebouwen.

De Militaire School, gelegen Renaissancelaan, te Brussel, en bestemd voor huisvesting van te zamen 770 manschappen, 13 huishoudens en 100 paarden, kostte, onverminderd den grond, fr. 10,244,523.53.

De kazerne Prins Albert, in de Kleine Karmelietenstraat te Brussel, waarin 1,500 manschappen moeten huizen, kostte, zonder den grond, fr. 3,449,062.09.

De kazerne Leopold, ter Citadellaan te Gent, ingericht voor 1,500 manschappen, kostte, behalve den grond, fr. 3,031,047.46.

Nog andere voorbeelden kunnen gemakkelijk aangehaald worden.

Aan zulke overdreven uitgaven moet volstrekt een eind komen, nu, ten gevolge van de verdubbelde getalsterkte van het leger, talrijke nieuwe militaire gebouwen moeten opgericht worden. 't Is te hopen dat de diens der burgerlijke gebouwen hieraan de hand zal houden.

VAART VAN SELZAETE NAAR DE NOORDZEE.

De Middenafdeeling, die het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Uitgaven en Ontvangsten voor 1910 onderzocht, vestigde de aandacht van den Minister van Openbare Werken op den onrustbarenden staat van het waterpeil stroomafwaarts de Isabellasluis, gelegen op Nederlandsch gebied ten Noorden van het arrondissement Eecloo en, krachtens de verdragen met Nederland, bestemd om het water van nagenoeg 10,000 hectaren uitmuntende Belgische landerijen doelmatig af te voeren naar den Braakman. Zij verzocht den Minister haar te zeggen wanneer onze Noorderburen definitieve en doelmatige maatregelen zouden nemen om de Belgische belangen te vrijwaren. De Minister gaf het volgende antwoord :

« Op 18 December laatstleden heb ik opnieuw aangedrongen bij mijn collega van Buitenlandsche Zaken, opdat de Internationale Commissie, belast met het voorbereiden van de herziening der overeenkomst van 20 Mei 1843, hare werkzaamheden bespoedige.

» Ten gevolge van de stappen gedaan door onzen Minister in Den Haag, heeft de Nederlandsche Regeering verklaard dat het onderzoek van de verzanding van den Braakman zooveel mogelijk zou bespoedigd worden.

» Uit de briefwisseling tusschen de Nederlandsche en Belgische ambtenaren, betreffende het vorderen van de werken ter plaats, blijkt, dat de Commissie binnenkort vergaderen zal. »

Sindsdien verlieden drie jaren, zonder dat door de Regeering het minste werk werd ondernomen om het erg overstromingsgevaar, dat de Belgische landerijen bedreigt, te keer te gaan.

In zijn antwoord op eene vraag van den heer Verhaegen, verklaarde de Minister van Landbouw en Openbare Werken op 15 Juli laatstleden andermaal dat « de studiën haren geregelden gang volgen en onderhandelingen zijn aangeknoopt met de Nederlandsche Regeering ».

Met leedwezen stelt de Middenafdeeling vast dat deze studiën tot nu toe niet den minsten uitslag opleverden. Het op te lossen vraagstuk is nochtans niet zeer ingewikkeld. De Belgische watering en der Isabellen en der Zwarte Sluis hebben tot taak, het water van nagenoeg 10,000 hectaren bouwland samen te voeren naar een gracht die uitloopt in de Isabellasluis. Deze taak wordt stipt vervuld, en 't is alles wat men van de watering en kan eischen. Het Belgische water, dat naar de Isabellasluis toestroomt, wordt nog slechts op onregelmatige tijdstippen afgevoerd naar den Braakman, en wel om deze

eenvoudige reden dat, vermits de toegang tot dezen arm der Schelde met den dag meer verzandt, het waterpeil stroomafwaarts de sluis stijgt.

Volgens eene geschreven verklaring van den sluismeester, op 27 Juli 1913, staat dit peil bij lage tij steeds ten minste 56 centimeter boven den drempel der sluis. Ware hij zooals vroeger geruimd, dan zouden de 10,000 hectaren Belgische landerijen 56 centimeter minder water hebben, dat thans geen afloop vindt.

Dagelijks neemt het kwaad toe. Op 25 Juli telde de sluismeester 82 centimeter water op den drempel der sluis; op 26 Juli, 79 centimeter, en op 27 Juli, 74 centimeter.

Dus moet men van de reeds jaren aanhoudende studiën overgaan tot daden.

AMENDEMENT.

Om daartoe bij te dragen, stelt de Middenafdeeling aan de Kamer voor, blijk te geven van hare inzichten door een duidelijken tekst, welke aan artikel 15 der tabel kan toegevoegd worden :

ART. 15 DU TABLEAU.	ART. 15 DER TABEL.
Ajouter après les mots : « Canal de Selzaete à la mer du Nord. — Expropriations et travaux » :	Na de woorden : « Vaart van Selzaete naar de Noordzee. — Onteigeningen en werken », toe te voegen :
« <i>Écoulement des eaux des waterin-gues belges des Isabelles et de l'Écluse noire, par l'écluse des Isabelles, vers le Brakman</i> ».	« <i>Afvoeren van het water der Belgische Isabella-watering en der Zwarte Sluis, door de Isabella-sluis, naar den Braakman</i> ».

Dewijl er vóór het einde des jaars eene nieuwe Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven moet worden ingediend, acht de Middenafdeeling het overbodig, de verhooging van het in artikel 15 uitgetrokken krediet voor te stellen. Zij hoopt dat de Regeering, ingelicht over het verlangen van de Kamer, zelf de noodige voorstellen zal doen.

KAAIMUREN AAN DE SCHELDE TE ANTWERPEN.

Vraag.

Onlaags werd door de bladen geschreven dat een van de kaaimuren der Schelde te Antwerpen op zekere plaats zou ingezakt zijn.

Is dit waar?

Waraan wijt men de inzakkingen, die herhaaldelijk voorkwamen aan de kaaimuren van 's Lands groote haven?

Kende men niet vooraf den aard van den grond waarop de kaaimuren werden gebouwd?

Antwoord.

In Juli laatstleden nam men eene lichte beweging waar in den muur der Herbouvillekaai.

De oorzaken dier beweging zijn bezwaarlijk te bepalen. Zij kan het gevolg zijn van het glijden van twee lagen leem de eene over de andere, ofwel van het glijden van den muur op zijn van water doorweekten grondslag.

De kaaimuur is gebouwd op leemgrond, waarvan de aanwezigheid voldoende was gekend.

Eene inschrijving voor het plaatsen van steuncaissons vóór bedoelden kaaimuur is thans goedgekeurd.

VISSCHERSHAVEN VAN DE PANNE.**Vraag.**

Terzelfder tijd als aan de Buitengewone Begrooting voor 1912, hechte het Parlement zijn zegel aan de overeenkomst, door de Regeering met de gemeente De Panne gesloten voor de onteigening bij strooken van de noodige gronden tot het aanleggen van eene visschershaven aan de kust, alsmede tot het oprichten van eene nieuwe wijk en het vrijwaren van enkele duinen.

Kan de Minister van Landbouw en Openbare Werken aan de Middenafdeeling zeggen hoe het is gelegen met den aankoop van de noodige gronden? Wanneer denkt hij een aanvang te kunnen maken met het aanleggen van de visschershaven?

Is hij niet van oordeel, volgens de Regeeringsvermoedens in 1910, bij het indienen van het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven, dat het raadzaam ware, eene maatschappij — gesteund door den Staat en, bij voorkomend geval, door provincie en gemeente — te belasten met het uitvoeren van de werken en het in bedrijf nemen van de zeevisscherij door middel van de nieuwe haven?

Antwoord.

Het grootste gedeelte van de benoodigde gronden moet rechterlijk onteigend worden, daar men met sommige eigenaars niet kon overeenkomen.

Men kan dus onmogelijk voorzien wanneer de werken kunnen aangevangen worden. Het ontwerp dier werken zal eerlang aan het Departement onderworpen worden.

Voor het derde punt kan ik enkel verwijzen naar de toelichtende nota, ingediend tot staving van de amendementen der Regeering op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1911. (Stuk, n^o 253, vergadering van 19 Juli 1911.)

Die nota zegt waarom de Regeering voornemens was af te zien van het

plan van 1910 om de visschershaven van De Panne bij wijze van vergunning te doen bouwen.

Het spreekt vanzelf dat de Regeering volgaarne ieder voorstel zou onderzoeken, dat haar mocht worden gedaan om die haven te doen bouwen en in bedrijf nemen door eene maatschappij.

DUBBEL SPOOR TUSSEN HERENTHALS EN TURNHOUT.

Artikel 20 van de tabel betreffende de spoorwegen bevat, namelijk onder *D*, het leggen van dubbel spoor.

In de eerste plaats ware een dubbel spoor gebillijkt en dringend noodig voor Herenthals naar Turnhout.

Sedert lang werd dubbel spoor gelegd tusschen Antwerpen en Herenthals. De gronden zijn aangekocht om ook een dubbel spoor te leggen van Herenthals tot Turnhout en meerdere betrekkingen tot stand te brengen tusschen onze handelshoofdstad en Turnhout, een aanzienlijk nijverheidscentrum, dat slechts dingt naar uitbreiding. Anderdeels vergt het redematig benuttigen van de overgrootte statie Weelde-Merxplas, onlangs aan de Nederlandsche grens gebouwd, het aanleggen van een dubbel spoor tusschen Herenthals en Turnhout.

Dit werk, sedert jaren aan de Kamers gevraagd, werd door de Regeering aangekondigd voor 1910.

In 1913 komt het nog niet voor in de opsomming onder paragraaf *D* van artikel 20 der tabel.

AMENDEMENT.

Ook heeft de Middenafdeeling de eer, het volgende amendement aan de Kamer voor te stellen :

ART. 20 DU TABLEAU.

Ajouter à l'énumération du paragraphe *D*, à l'article 20 du tableau (note préliminaire), les mots : « *Hérenthals à Turnhout* ».

ART. 20 DER TABEL.

Aan den tekst van paragraaf *D* van artikel 20 der tabel (toelichtende nota) toe te voegen de woorden : « *Herenthals-Turnhout* ».

Wij stellen geene verhooging van krediet voor, omdat wij hopen dat de Minister van Spoorwegen zelf de noodige geldelijke voorstellen zal doen bij het indienen van het ontwerp van Buitengewone Begrooting voor 1914.

ONTVANGGEBOUW VOOR DEN SPOORWEG TE HERENTHALS.

Vraag.

Om welke redenen blijft het optrekken van het ontworpen nieuw ontvanggebouw ter statie Herenthals zo lang uit?

Antwoord.

Een voorontwerp voor de verdeeling der lokalen werd goedgekeurd, doch gaf aanleiding tot bezwaren vanwege de belanghebbende diensten, wat den uitvoeringsdienst er toe bracht, wijzigingen in het oorspronkelijk ontwerp voor te stellen.

Het Telegraafbestuur vroeg eenige kleine veranderingen in dat nieuwe voorontwerp te brengen. De studiën betreffende het voorstel van uitvoering kunnen weldra voortgezet worden.

SPOORWEG VAN GENT OP ANTWERPEN OVER SINT-NIKOLAAS.**Vraag.**

Is de Minister van Spoorwegen van plan, een dubbel spoor te doen leggen op gansch de lijn Gent-Antwerpen over Sint-Nikolaas? Wanneer, denkt hij, kan dit werk worden uitgevoerd?

Antwoord.

Het leggen van een dubbel spoor op het gedeelte der lijn van het land van Waas, van Antwerpen tot Sint-Nikolaas, is besloten.

De aankopen van gronden zijn voorzien voor 1914.

Het Spoorwegbestuur heeft wel het inzicht, ook een dubbel spoor te leggen op het gedeelte der lijn van Oostakker (Gent) naar Lokeren, doch men kan onmogelijk voorzien omtrent welken tijd dit dubbel spoor zal voltrokken zijn, daar, in het opzicht van druk vervoer en dienstvereischen, een zeker getal andere lijnen moeten voorgaau.

SPOORWEGEN. — WERKEN.

De Middenafdeeling verlangt dat de statiën Gembloers, Auvelais, Glons en Liers worden begrepen onder die, waarvan de doelmatige inrichting eerlang wordt verbeterd.

OEFENINGSKAMPEN.

Door de Regeering wordt in artikel 42 van de tabel aangevraagd een krediet van 9 miljoen frank tot het oprichten van militaire gebouwen en het aanleggen van een oefeningskamp.

Vraag.

De bladen hebben gemeld dat de Regeering vanzins was, te Hoogstraten een nieuw oefeningskamp te vestigen. Voor zooveel de staat der

aangevangen onderhandelingen veroorlooft, verlangt de Middenafdeeling te vernemen waar de Regeering van plan is het oefeningskamp te vestigen, waarvoor het krediet wordt aangevraagd. De Middenafdeeling zou liever hebben dat het nieuw kamp opgericht worde in het Zuiden van België.

Antwoord.

Het is mij onmogelijk, thans reeds te bepalen waar het tweede kamp zal opgericht worden.

Ik heb onderzocht en deed ter plaatse onderzoeken of het mogelijk is, het aan te leggen in het Zuiden van België; tot nu toe is mij niet gebleken dat dit denkbeeld kan uitgevoerd worden.

*
* *

Het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven en het verslag zijn eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
VERHAEGEN.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

